

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 143. — 6 AVRIL 1963

La première crise sociale a marqué durement le régime

DANIEL MAYER

Au-delà de la grève

(Lire page 12.)

L'unité d'action dont les mineurs ont donné l'exemple, doit porter ses fruits et permettre de repousser toute contre-offensive gaulliste.

(Page 5)

PAQUES : 130 enfants de mineurs pris en charge



(Photo Jacques DIRAND.)

ORNE : Licenciements dans les mines de fer

La reconversion des travailleurs doit être étudiée rapidement.

(Lire page 6 les informations de notre correspondant à Alençon)

La guerre des grands magasins

(Lire notre enquête page 7.)

Déterminés à « tenir jusqu'au bout » — malgré les manœuvres de diversion, les pressions et le chantage à la misère de P.U.N.R. — les travailleurs du sous-sol ont plus que jamais besoin de notre effort à tous.

Grâce aux efforts des sections, des militants et des sympathisants, la Commission nationale de solidarité du P.S.U. a reçu 35.000 F (3 millions 500.000 anciens francs). En outre, 130 enfants de mineurs (ci-dessus, une partie des enfants à leur arrivée à Montreuil) ont pu être pris en charge durant les vacances de Pâques.

L'effort de solidarité ne doit pas se relâcher. Il faut continuer à collecter des fonds. Noter devoir à tous consiste à tout faire pour assurer au moins un « minimum vital » aux mineurs...

Adressez de toute urgence de NOUVEAUX VERSEMENTS à Louis HOUEVILLE, 47, rue Hoche, MONTREUIL-SOUS-BOIS (Seine). C.C.P. Paris 15.536-77.

COHÉSION POUR ÉLARGIR LA BRÈCHE

PIED à pied, le pouvoir a concédé. Il le fallait, puisque rien n'avait suffi, ni la réquisition, ni la police, ni le chantage à la misère, ni les manœuvres de division. Odieusement rapace jusqu'au bout, le pouvoir chicane pour 150 francs.

Est-ce un bon compromis ?

Les mineurs en jugeront, dont l'unité, la discipline, la combativité sont exemplaires, toutes catégories professionnelles, toutes tendances syndicales confondues. Pourrait-on, après 5 semaines de lutte, de privations, d'extrême tension, espérer davantage ?

Non, sans doute, dès lors qu'aucun mouvement d'ensemble n'est venu en soutien de l'action des mineurs, qu'aucun autre secteur n'a pris le relais.

Même ainsi, un coup d'arrêt est donné à la dégradation de la situation matérielle de travailleurs particulièrement éprouvés par les mutations rapides de la structure économique française et par l'intégration européenne capitaliste.

Mais cette grève demeure, dans ses conséquences et dans ses prolongements, ce qu'elle était dès son départ : « l'affaire de tous les travailleurs ».

Il en est ainsi parce que, détruisant le mythe de « l'harmonie sociale » et la légende gaulliste de la « prospérité pour tous », elle a déchaîné une série de secousses revendicatives ;

— parce que, pour prévenir l'extension du mouvement et empêcher la généralisation de l'action, crainte majeure du patronat et du pouvoir, ces derniers ont accordé à d'autres catégories de travailleurs, notamment sur la quatrième semaine de congés payés ;

— parce que le fragile édifice des « prévisions » du IV^e Plan est bousculé et l'incapacité du système actuel à planifier démontrée aux plus crédules adulateurs du pouvoir ;

— parce que les illusions sur le rôle arbitral du pouvoir gaulliste et des comités « techniques » ont été tournées en dérision. Le « Comité des Sages » n'a rien arbitré du tout, puisque l'arbitrage qu'il proposait — si partial fût-il — ne convenait pas au pouvoir politique, qui décide en dernier ressort, qui arrête les choix fondamentaux.

Et ces choix ne sont pas mystérieux : c'est d'abord la politique de prestige, d'armement atomique, que les mineurs ont clai-

rement dénoncée au cours de leurs manifestations et contre laquelle une large protestation populaire peut et doit désormais s'organiser.

Mais pas plus qu'hier l'Algérie ou avant-hier l'Indochine, la politique de surarmement ne porte la responsabilité principale des difficultés sans cesse renaissantes des travailleurs salariés, du décalage entre le rythme d'élévation de leur niveau de vie et celui des progrès et des possibilités techniques de la production.

C'est la gestion capitaliste même qui est en cause et avec laquelle le conflit des salariés est permanent.

Le pouvoir gaulliste, tenu en échec par les mineurs, ne peut choisir d'en rester là : il doit, à moins de rogner sur les profits capitalistes des secteurs de production et de distribution, faire payer à l'ensemble des salariés et à la petite production agricole les concessions que les mineurs lui ont arrachées. C'est en ce but qu'il prépare une nouvelle aggravation de la fiscalité et la hausse des tarifs des services publics et des prix du secteur nationalisé. Il le fera aussi pour des raisons « politiques » : démontrer que « la grève ne paie pas », qu'elle est dommageable à tous les travailleurs. Ainsi se prolongera l'offensive psychologique déjà amorcée au cours des derniers jours pour discréditer la grève.

Le régime et son chef ont dû plier : mais on peut prévoir qu'ils méditent une revanche exemplaire, qu'ils espèrent qu'une démobilité des travailleurs leur permettra de reprendre l'avantage et d'ébaucher à la fois un dispositif antigèves et des solutions intégrationnistes (« politique nationale des revenus » par exemple) aux antagonismes sociaux.

La parade ne peut venir que d'une action plus concertée, plus cohérente de l'ensemble des forces ouvrières. La notion de « solidarité ouvrière » qui s'est exprimée avec éclat à l'occasion de la grève des mineurs n'est pas une notion morale, abstraite. Elle est une des données essentielles de la lutte de classes aujourd'hui : elle tient à cette communauté fondamentale d'intérêts de tous les salariés dont nous avons dit et répété qu'elle donnait sa base et sa justification à la politique du Front Socialiste. Ou bien nos affirmations « théoriques » sur la possibilité d'une stratégie unique des travailleurs ne sont que gesticulations de réunions publiques et de congrès, ou bien cela

signifie que nous devons faire effort, en toutes circonstances, pour aider les travailleurs à surmonter la conception catégorielle de l'action revendicative et pour parvenir à l'expression concrète de la solidarité de classe.

Quand une fois on a choisi une politique, il faut s'y tenir, il faut en chaque circonstance, lui faire référence et rechercher les possibilités techniques d'application. C'est à quoi visait notre mot d'ordre de « généralisation des luttes » adapté à une phase de croissance de l'action revendicative, à la période de consolidation de la grève des mineurs. Que le mot d'ordre soit demeuré mot d'ordre d'agitation et n'ait pu devenir mot d'ordre d'action, cela tient pour une part à l'insuffisance de nos propres moyens, de notre organisation, et pour l'essentiel au poids des mauvaises habitudes que le patronat et l'Etat ont entretenues depuis vingt ans. Car le patronat et l'Etat ont, eux, une « stratégie globale » qui consiste, entre autres à répartir inégalement les injustices sociales parmi les salariés, à jouer de toutes les différenciations professionnelles, catégorielles, régionales, pour provoquer la spécialisation des revendications et le morcellement de l'action ouvrière.

Il faut rejeter cette tentation de facilité et s'efforcer de définir les revendications moins par rapport aux autres catégories de travailleurs que par rapport à l'évolution du revenu national. C'est dans les périodes d'action intense qu'un tel redressement peut s'amorcer, que peut se préparer le passage d'une situation défensive à une attitude offensive : or la grève des mineurs a ouvert une telle période.

Les Comités de soutien, lorsqu'ils sont de véritables comités de lutte des travailleurs, et non, comme en quelques cas, de simples associations charitables ouvertes aux élus U.N.R., doivent jouer leur rôle d'animation et de réflexion, en même temps que les diverses organisations. Faut-il se quereller pour savoir ce qui reviendra aux syndicats, aux partis ou à d'autres organismes ? Ce ne sera pas trop de tout le monde pour développer l'action et réfléchir sur l'action, pour faire progresser aussi les éléments d'une solution politique de remplacement.

N'est-ce pas urgent après cette crise qui, déchirant le brouillard des succès plébiscitaires, a révélé aux uns, confirmé aux autres la fragilité de l'Etat personnalisé ?

Jean Poperen.

Action syndicale et action politique

LES grèves actuelles, les plus puissantes que nous ayons connues depuis 1953 présentent un aspect paradoxal qu'il n'est pas inutile d'examiner de plus près : elles mettent en question l'autorité de l'Etat, mais en même temps la plupart des participants, grévistes et syndicalistes, les veulent non « politisées » et purement « syndicales ». Il apparaît donc qu'il y a une assez grande distance entre la signification objective des grèves, telle qu'elle est perçue en particulier par le Pouvoir, et la signification subjective que lui donnent les grévistes et les dirigeants syndicaux.

Peut-on cependant se contenter de cette constatation et en tirer la conclusion qu'à l'heure actuelle le niveau de conscience des milieux ouvriers ne permet pas de dépasser le stade de la lutte revendicative sur des objectifs purement quantitatifs ?

Nous ne le croyons pas, car sous le nom de « politisation », les grévistes ne condamnent pas a priori l'action politique, mais une certaine forme d'action politique. Ils craignent surtout de voir une organisation politique ou une autre utiliser la grève à son profit exclusif pour des objectifs qui ne correspondent pas à leurs aspirations et aux problèmes qu'ils posent eux-mêmes à partir de leur vie quo-

tidienne et de leurs conditions de travail. En ce sens, pour les mineurs par exemple, rejeter la « politisation » veut dire qu'ils veulent conserver le contrôle collectif de leur lutte.

Il serait par contre absurde de prétendre que cette attitude de réserve à l'égard des partis politiques se réclamant du socialisme, largement due à leurs erreurs, à leurs fautes passées, implique la même méfiance pour la formation d'objectifs à portée politique. En fait, les mineurs, par l'intermédiaire de leurs comités de grève, ont à plusieurs reprises mis en avant des objectifs qui visaient les structures économiques et sociales actuelles (structure et fonctionnement des industries nationalisées, politique économique et sociale du gouvernement, force de frappe, IV^e Plan, etc.).

En outre, comme cela est apparu dans la grande majorité des meetings de grévistes qui se sont tenus depuis le début du mois de mars, les mineurs ont très clairement vu qu'ils s'attaquaient au Pouvoir fort et centralisé des classes dominantes, ainsi qu'à son chef : de Gaulle.

Il ne faut d'ailleurs pas s'en étonner, car l'action revendicative la plus élémentaire à propos des salaires contient la possibilité de son dépassement vers des objectifs plus avancés.

En refusant la politique salariale du patronat ou du gouvernement, les travailleurs mettent en cause le salariat lui-même, c'est-à-dire l'exploitation capitaliste. C'est dire que tout approfondissement d'une action revendicative débouche sur des luttes qui ne posent pas seulement des problèmes quantitatifs (niveau de salaire) mais aussi sur des problèmes qualitatifs (question du pouvoir à l'échelon de l'entreprise et à l'échelon global, moyens structurels pour assurer une satisfaction réelle et durable des revendications élémentaires, etc.).

Ne voudrait-on pas voir ce problème, que le gouvernement par ses interventions pour imposer une sorte de corset de fer aux mouvements revendicatifs (par un contrôle des augmentations de salaires) le rappellerait rapidement !

Il serait par conséquent tout à fait faux de se laisser prendre aux différents refrains sur la « dépolitisation » des masses : celles-ci ne rejettent pas la politique en général, mais une certaine forme de « politique » qu'on veut leur imposer du dehors. Mais bien évidemment il faut concevoir la mise en avant de mots d'ordre et d'objectifs politiques comme un moyen qui permet de faire progresser

la conscience politique autonome des travailleurs et non comme un moyen a priori de déborder et de mettre en difficulté des concurrents.

Lorsque le P.S.U. formule le thème de la généralisation et de la coordination des luttes, ce n'est pas pour dénoncer la S.F.I.O. ou le P.C.F. ou les organisations syndicales, c'est pour donner au mouvement spontané des travailleurs plus de force et de cohésion. C'est aux travailleurs eux-mêmes et dans l'action qu'il revient de porter un jugement sur les organisations qui veulent les représenter.

La politique de front socialiste qui préconise l'union de la base au sommet des différentes organisations se réclamant des travailleurs dans la plus totale liberté de discussion et de confrontation, sans hégémonie pré-déterminée d'un parti ou d'un syndicat, cherche précisément à faire face à ces exigences de la situation. C'est en donnant aux masses populaires, à travers toutes les possibilités d'expression qu'elles ont, la possibilité d'expérimenter et de contrôler les formes et les objectifs des luttes que se fera la « politisation » socialiste et que la question du pouvoir se posera ouvertement et aux yeux de tous.

J.-M. Vincent.

LES AMERICAINS A LA CONQUETE DU MARCHÉ COMMUN

Des asperges en boîte aux investissements étrangers

AIMEZ-VOUS les asperges en boîtes, ou tout autre fruit ou primeur, des tomates, des haricots, des poires, des pêches, par exemple ? Les Américains d'Amérique — et ceux d'ailleurs — consomment un nombre incalculable de boîtes de conserves. Ils consomment leur contenu, naturellement, mais imaginez-vous ce qu'il faut de fer-blanc pour toutes ces boîtes de conserve ! Et aussi, imaginez-vous ce qu'il faut d'usines ayant des étuves, des imprimeries (pour les étiquettes), du personnel pour trier et préparer les fruits et légumes à conserver ; enfin, ces derniers ne sortant pas des machines modernes, fussent-elles automatisées au maximum, il faut, tout le monde le sait, pour avoir tomates ou asperges, pommes ou poires, planter ou semer, arroser et soigner, labourer et fertiliser les sols, cueillir après avoir défendu la récolte contre les intempéries et les parasites.

Oui, tout ça, c'est du travail ; c'est aussi de la richesse ; c'est de la main-d'œuvre, mais ce sont des gros investissements... et quoi qu'on fasse, il faut attendre un bon moment avant que la graine donne son bourgeois, et avant que l'arbre donne ses fruits, mais c'est prometteur pour les régions où il y a plusieurs milliers d'hectares de bonne terre qu'on peut irriguer, du soleil... et des paysans qui se lamentent, chaque année, parce que leur vin se vend mal dans un pays où il y en a trop.

Des usines gigantesques

Tout ça est bel et bon, mais qui va payer ? Et qui achètera les produits du sol, et à quel prix ? Et quelles garanties ?

A ces questions, l'interlocuteur a répondu... en américain. C'est le projet « Libaron ». Le mot est composé de la première syllabe de « Libby's », l'un des grands de l'industrie alimentaire d'outre-Atlantique, et de la contraction du mot français « Bas-Rhône », soit Li-ha-ron. On connaît le projet. Il s'agit d'implanter, aux environs de Nîmes ou de Montpellier, une usine gigantesque de conserves de fruits et légumes. Autour de cette usine, tout un complexe de production : centre agronomique,

Tout récemment, l'opinion publique s'est émue des projets d'aménagements, appelés « Bas-Rhône - Languedoc ». Il s'agit de l'implantation d'une entreprise américaine décidée à acquérir 2.000 hectares de terres irriguées, à construire une conserverie géante de fruits et légumes, ainsi qu'une fabrique de boîtes de conserves métalliques. Les débouchés prévus seraient à l'échelle mondiale grâce au réseau de vente de la firme américaine. Les investissements pourraient représenter, dans l'immédiat, plus de 10 millions de francs 1963, et, dans une dizaine d'années, plus de 30 millions. De plus, rien qu'en publicité, il faut prévoir une dizaine de millions par an.

Peu de firmes françaises peuvent se permettre un tel budget, et, en tout cas, pas les conserveurs français disséminés en une poussière d'entreprises. Enfin, le marché français ne saurait suffire à l'écoulement de cette production.

Faut-il, pour protéger une industrie marginale, risquer de vouer une région de France au dépeuplement et, de surcroît, aller à l'encontre des intérêts du consommateur français. Ou bien faut-il risquer de voir revenir chez nous des produits fabriqués à l'étranger et qui, de toute façon, concurrenceront les nôtres ?

C'est tout le problème des investissements étrangers en France qui est posé. Nous commençons une étude sur ce problème qui touche directement au sort de nos ouvriers et de nos paysans et qui intéresse tous les consommateurs.

fermes expérimentales, ateliers de mises en boîtes et d'emballage, fabrication de ces emballages, services d'achat, etc...

De quoi rénover une région qui s'appauvrit dangereusement et qui tend — comme en d'autres endroits — à perdre déplorablement sa population. Pour pallier cette mort lente, on sait qu'on a entrepris l'aménagement appelé : Rhône-Languedoc, qui consiste, essentiellement, à irriguer des terres jusqu'ici peu dotées et à cause de cela, plantées en vignes. Mais qui va employer l'eau amenée à grand frais ?

Une grande concentration

Terre, eau, main-d'œuvre, soleil, tout est concentré pour ouvrir une ère de prospérité aux paysans de ces régions. Tout, sauf l'organisation in-

dustrielle capable de rendre rentables ces projets. Sur 192 conserveries françaises, 118 emploient moins de 20 salariés. Aucune, bien entendu, n'est en mesure d'envisager de dépenser, comme Libby se propose de le faire, 10 millions de francs 1963 par an, pour s'imposer sur le marché. Pas seulement le marché français — insuffisant — mais, pour utiliser totalement le potentiel de fabrication de l'usine géante prévue, il faut viser le marché européen et, au-delà, les marchés mondiaux. Libby a prévu cette ampleur puisque des relevements, des contingents d'importation sont déjà demandés pour pouvoir attendre la production française. On parle de 135.000 tonnes par an pour commencer, et jusqu'à 235.000 d'ici cinq ans.

Il faut être Américain pour penser à cette échelle. Et précisément, c'est ce qui inquiète nos cultivateurs et petits conserveurs nationaux. Le

danger, c'est de se voir un jour allignés sur des programmes et des prix de productions édictés à des milliers de kilomètres, par des hommes d'affaires qui ignorent tout de nos traditions, de nos mœurs, de notre climat ; et qui, pourquoi pas, ignorent même où peuvent bien pousser les asperges et les tomates dont la vente dans le monde entier viendra grossir les dividendes à Philadelphie ou en Virginie. Cette inquiétude est justifiée et ce danger est réel.

Des risques mais aussi des profits pour certains

C'est tout le problème des investissements étrangers dans notre pays. Libby's et Libaron sont des exemples que l'on peut rapprocher, bien sûr, des déplorables événements récents de Caluire où Remington licenciait 300 ouvriers, et de Frigidaire, à Paris, où près de 700 ouvriers étaient réduits au chômage sur deux ordres venus de l'étranger.

Mais il serait trop facile de tirer, de ces exemples particuliers, une règle définitive à propos de l'apport des capitaux étrangers. Il y a certes, des risques, mais il y a aussi des profits pour nous comme pour les bailleurs de fonds.

Ad. Benoist.

Prochain article

LES INVESTISSEMENTS
ETRANGERS
EN FRANCE ET EN EUROPE

Erratum

Dans l'article Douze heures à Merlebach, une erreur d'impression a fait écrire, parlant d'un mineur : « Bien sûr, il reçoit 500 kg de charbon par mois... ». En fait, c'est 50 kg, qu'il fallait lire !

P. U.

Vient d'être éditée cette affiche, bicolore, 1/2 colombier :

Contre la politique militaire du gaullisme

Le budget militaire, avoué et camouflé, représente 30 % de celui de la nation. Ce qui entraîne :

- Blocage des salaires
- Réquisitions
- Inflation
- et hausse du coût de la vie
- La « Force de Frappe », politique d'orgueil nationaliste, a été exigée et obtenue par la caste militaire.
- Le peuple français, lui, réclame une armée contrôlée par le peuple, et une politique active en faveur du désarmement.
- Le P.S.U. vous appelle à lutter :

- Contre la bombe gaulliste et toutes les autres,
- Pour la désatomisation de l'Europe,
- Contre les pactes militaires,
- Pour le désengagement,
- CONTRE
- UNE POLITIQUE MILITARISTE ET ANTISOCIALE
- Action unie des travailleurs en France et en Europe
- Prix : 0,12 F l'affiche. C.C.P. 58-26-65. Payer à la commande : 54, boul. Garibaldi, Paris-15^e.

La V^e : Une République dure et pure

C'EST M. Marcel Pellenc, sénateur et rapporteur général du budget qui, ajoutant à ses titres celui d'ingénieur général des télécommunications, rapporte, dans le journal « Le Monde » le fait suivant :

« En qualité de rapporteur général, il voulut s'informer sur le coût de l'exploitation des P. et T. Un haut fonctionnaire du ministère des Télécommunications lui fit part de l'existence de trois rapports officiels : l'un d'une commission de productivité envoyée en Suède, en 1954, qui concluait unanimement que le rendement de nos installations était inférieur de la moitié à celui des installations suédoises et pouvait facilement être augmenté. Le second rapport, rédigé récemment par des ingénieurs des P. et T. constatait que le prix des installations téléphoniques — et les tarifs — étaient trois fois plus élevés qu'en Suède. Le troisième rapport,

enfin, émanant d'un conseiller à la Cour des comptes, constatait l'existence d'ententes pouvant expliquer ces prix prohibitifs.

Le rapporteur général envoya à ses collègues de la Commission des finances une étude personnelle et en fit parvenir un exemplaire au ministre des P. et T. C'était à la fin 1962.

Qu'arriva-t-il ? Avant que le Sénat ait pu déposer un rapport rédigé par une mission d'information partie enquête en Suède, le fonctionnaire qui avait révélé l'existence des trois rapports restés sans suite était rappelé par son ministre, déplacé et frappé d'une lourde sanction pécuniaire.

M. Marcel Pellenc a-t-il jeté un pavé dans la mare de la V^e République ? La solidarité U.N.R.-U.D.T. aura alors joué aux dépens de ce malheureux fonctionnaire trop honnête... et trop bien informé, et aux dépens, aussi, des 180.000 demandes d'instal-

lations téléphoniques en instance depuis des années. Quant aux usagers, ils n'ont qu'à payer !

A propos d'usagers, nous sommes nombreux à être « usagers des véhicules automobiles ». Quels droits cela nous rapporte-t-il sinon de payer des taxes prohibitives dont le produit est systématiquement détourné — en grande partie — de son but, par exemple : la vignette (pour les vieux), les taxes sur l'essence, et sur les cartes grises pour le Fonds routier), etc.

Il y a des citoyens qui, néanmoins, trouvent le moyen de tirer quelques avantages de ce titre peu enviable d'usagers des véhicules automobiles.

C'est par exemple le cas de M. Michel Peytel, ancien député U.N.R. battu aux dernières élections (à l'encontre de celui de Caligula, c'était un mauvais cheval) qui vient d'être désigné, par décret, pour représenter les « usagers des véhicules automobiles » au Conseil d'administration de la Régie nationale des usines Renault...

Ne venez pas nous dire que, quoi qu'usagers des véhicules automobiles, vous ne connaissez pas ce M. Peytel, ni que les « usagers » de son circonscription, le connaissant trop, ont préféré l'envoyer chez Renault plutôt qu'au Parlement, ou seulement que vous êtes « usagers » d'un tas de choses sans que pour autant, vous ayez qualité pour être au Conseil d'administration de ceci ou de cela !... Allons, la V^e a du bon. Il s'agit de savoir s'en servir. Une République dure et pure ! Ne riez pas.

B.-A. B.

Voici enfin réédités dans une magnifique édition illustrée tous les chefs-d'œuvre d'ERCKMANN-CHATRIAN

14 volumes
24
DOF MOIS

GRATUITEMENT

Veuillez m'adresser et sans engagement de ma part votre brochure illustrée de 16 pages sur les chefs-d'œuvre d'Erckmann Chatrian.

Nom Prénom

Adresse

BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE 30, rue de Grenelle 7^e

T.S. 3

DE LENS A PARIS EN PASSANT PAR MONTREUIL

LES pannes mécaniques ont failli retarder Louis Houdeville dans Paris. Emmy Tedesco a bien failli ne jamais arriver jusqu'à Lens. Ces angoisses, ces craintes, ces incertitudes se sont résolues avec naturel, dans l'action.

Laurentine Lallez accompagnait les enfants.

Conduire 85 enfants depuis Lens, Wingles et Bruay jusqu'à Paris, puis retrouver les familles qui avaient demandé, soit au P.S.U., soit directement aux syndicats du Nord, de recevoir un, deux, trois, quatre enfants. Remettre à chaque famille l'enfant de son choix. Veiller à ce que les enfants ainsi dispersés se retrouvent aisément. C'était le programme.

Il suffisait alors de monter dans le car qui arriva à l'heure précise — 13 heures — devant la mairie de Montreuil, pour avoir l'impression que ces enfants arrivaient en vacances.

Denise Franck venait d'accueil-

A la suite de la campagne de solidarité à l'égard des enfants des mineurs, nos camarades de la commission nationale de solidarité sont allés chercher 85 enfants à Lens, Bruay et Wingles. Les enfants sont arrivés dimanche à Paris où des camarades étaient venus les attendre. Un autre car de cinquante enfants est attendu jeudi 4 avril.

lir sur la place de la mairie dix enfants qu'elle emmènerait par le train jusqu'à Saint-Nazaire. Dix autres enfants iraient à Champigny.

L'itinéraire à partir de Montreuil conduisait à la porte d'Italie.

Chaque fois que le car s'arrêtait, un groupe de camarades était présent à l'ouverture des portes. Une fiche verte, mentionnant le nom de l'enfant et le domicile de ses parents, était remise à la famille qui l'accueillait aussitôt. Une fiche blanche, mentionnant le nom de l'enfant et l'adresse de sa famille, appelée « adoptive » par commodité —

car si l'enfant était orphelin, ce n'était pas d'une bonne famille, mais bien d'un bon gouvernement — eh bien ! cette fiche était conservée par les organisateurs.

Les enfants avaient entre 7 et 16 ans. Garçons et filles. Les garçons affichaient un dédain marqué pour la profession de mineur. Les filles n'avaient pas une idée précise de l'avenir. Mais tous regardaient, avec intérêt, les H.L.M. de Montreuil :

— « Eux, ils ont ça ! Et nous, on n'a que des vieilles maisons, noires, toutes sales. »

— « Si tu disais ça à un des habitants de ce H.L.M., il te dirait qu'il est bien malheureux,

parce qu'il a devant sa fenêtre un pavillon particulier. » Je montre le pavillon.

— « Ça doit être trop grand pour habiter ? » demande le garçon, 13 ans.

— « Vise un peu la bagnole ! »

Un autre garçon a vu la Tour Eiffel. Non, c'est un pylône. Qu'est-ce que c'est que ce grand truc-là ? C'est le lycée Paul-Valéry. Un grand rectangle de verre allongé sur une pelouse.

Et ça ? C'est le métro.

A la porte d'Italie, des camarades viennent à la rencontre des quelques enfants qui sont restés jusqu'au bout du voyage, dans le car. Dans l'après-midi, une fois qu'ils seront conduits chez leurs « parents adoptifs », ils abandonneront leurs valises.

Il est deux heures.

— « Pitié pour les grévistes ; j'ai faim ! » supplia un garçon, 12 ans, les yeux bleus. Et il éclata de rire.

Bernard Cornille

Un coup porté au Pouvoir gaulliste

UN journaliste qui semble avoir un peu mauvaise conscience, Maurice Clavel, écrivait la semaine dernière dans Notre République, organe de l'U.N.R.-U.D.T. : « ...Il n'est pas exclu que le gouvernement gagne la guerre d'usure. Mais il s'agit de savoir si c'était l'heure et le lieu de la tactique réaliste et si cette victoire n'aurait pas quelque chose d'assez vilain. » Or le mouvement des mineurs ne s'est pas usé. A quel prix le gouvernement aurait-il pu le briser et remporter cette triste victoire dont parle Clavel ? C'est peut-être parce que, politiquement parlant, le Pouvoir a jugé ce prix trop élevé qu'à l'heure où nous écrivons il a permis la reprise des pourparlers.

La Nation (au titre usurpé) a beau s'en prendre aux partis qui seraient derrière les grévistes — et il est vrai qu'ils le sont, que nous le sommes sans leur dicter leur ligne de conduite — l'U.N.R. de Moselle a beau dénoncer les syndicats « qui prônent l'inutile poursuite de la grève pour des motifs politiques », les faits sont là : les masses n'ont plus guère d'illusions sur le caractère social du régime et ont commencé à lui arracher le masque paternaliste dont il s'était affublé. Politiquement, cela ne peut être sans conséquences, n'en déplaise à André Frossard qui, à propos du P.S.U., ironise dans Le Nouveau Candidat sur un ordre de grève générale que notre parti n'a jamais lancé.

Des implications politiques

Qu'on le veuille ou non, un mouvement comme celui des mineurs, aussi long, aussi puissant, un mouvement qui oppose des salariés à l'Etat-patron et qui concerne un secteur essentiel de l'économie, qui remue l'opinion publique, un tel mouvement a nécessairement des implications politiques. Ainsi que l'écrivit excellemment Georges Montaron dans Témoignage Chrétien : « Si cette grève, dans ses motivations profondes, est sociale, elle est éminemment politique dans ses recherches de solutions et par les problèmes qu'elle pose. Elle ne peut déboucher sur un plan positif qu'en abordant le domaine politique. »

Le gouvernement le reconnaît lui-même lorsqu'il laisse entendre que la grève des mineurs met en cause ses plans, son IV^e Plan établi sans le concours des citoyens de ce pays et des organisations syndicales de travailleurs. Et que dire de cette exigence formulée sur une banderole à la manifestation de Lens : « Nous ne voulons pas de la force de frappe, nous voulons des salaires décents ? Que dire des applaudissements qui saluaient, à Lens, les attaques des responsables syndicaux contre ladite force de frappe ?

Est-ce à dire que les syndicats recherchent l'épreuve de force avec le Pouvoir ? Certes non, car ils ne seraient pas sûrs de la gagner. La position des dirigeants des mineurs a été très raisonnable. Elle n'a jamais exclu les possibilités d'un accord avec le gouvernement.

Cependant, le Pouvoir ne pouvait-il, lui, saisir l'occasion de la grève

des mineurs pour une épreuve de force décisive avec les syndicats qu'il méprise comme tous les corps intermédiaires ?

On connaît à ce sujet la doctrine gaulliste qui, sur ce plan comme sur d'autres, n'a sans doute guère changé depuis le temps du R.P.F. De Gaulle ne déclarait-il pas en 1947 : « Il est trop clair que les syndicats, tels qu'ils sont, constituent une féodalité et, j'ajoute, une féodalité dominée par le parti de l'étranger. Il est impossible d'organiser l'association des forces économiques pour la reconstruction française dans la situation syndicale actuelle » ? Voilà qui est clair.

Et tout récemment, rapporte M. Priouret dans La Vie française, « le général de Gaulle recevait un dirigeant patronal important. Il lui recommandait d'être ferme sur les salaires, dans le secteur privé. Quant au secteur public, c'est lui, de Gaulle, qui s'en chargeait. Les syndicats étaient devenus une féodalité qu'il saurait mettre à la raison à propos d'une grève impopulaire ».

Il s'agirait, en somme, « d'abaisser » les syndicats comme ont été « abaissés » les officiers ultras en 1961 et les partis en 1962. On aurait parlé, en effet, de la nécessité de « briser les féodalités syndicales » à un conseil des ministres. Et voilà que le minis-

tre Missoffe, las de courir en vain après le bœuf, s'en prend maintenant aux syndicats dans la feuille de chou qu'il publie dans sa circonscription : « Pour n'avoir pas voulu croire, écrit-il, que leur formule était périmée, les partis politiques ont été démolis. Parce qu'ils se cramponnent à des slogans dépassés, les syndicats subiront le même sort. »

Tels sont les objectifs du Pouvoir.

Attention à la contre-offensive

Même s'il a perdu la bataille de la réquisition et même s'il est contraint à de nouveaux reculs, le général de Gaulle, en bon stratège, ne peut manquer de penser qu'il n'a pas perdu la guerre.

Le rôle des forces de gauche, syndicales et politiques, est de faire en sorte que le Pouvoir sorte suffisamment affaibli de l'épreuve pour qu'il ne puisse passer à la contre-offensive.

A cet égard, l'absence de second front dans le secteur public n'a pas facilité les choses. Les mineurs auront supporté le poids principal de la lutte engagée entre les syndicats et l'Etat-patron. A la S.N.C.F., à l'E.G.F., à la R.A.T.P., les débrayages sporadiques

répétés risquent d'user la combativité des agents de ces entreprises et d'indisposer l'opinion publique.

Sans doute l'unité d'action entre les syndicats, qui se développe chaque jour aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé, ne peut pas ne pas avoir de conséquences politiques.

Inversement, la crise que traversent tous les partis de gauche, l'absence de perspective claire opposée au gaullisme confinent les syndicats dans un tête-à-tête redoutable avec un Pouvoir autoritaire.

Au récent congrès de l'importante fédération C.G.T. des industries électriques et gazières, Léon Mauvais, secrétaire confédéral, membre du bureau politique du Parti communiste, déclarait : « Certes, le pouvoir personnel conserve des bases qu'il ne nous faut pas sous-estimer. Mais des changements s'opèrent actuellement qui, s'ils ne mettent pas encore le régime en péril, en font cependant ressortir les méfaits et lui portent un coup sérieux. »

Le coup porté est, certes, incontestable, mais attention à la contre-offensive à laquelle le Pouvoir pourrait procéder à la première occasion.

Maurice Combes.

DOUAI : Des repas gratuits pour les enfants des mineurs

(De notre envoyé spécial à Douai, Maurice Combes.)

pancartes : « Peyrefitte tu mens » et on criait : « La télé aux mineurs » (allusions à l'utilisation que le Pouvoir fait de la radiotélévision). Il faut souligner aussi que les mineurs ne s'en prennent pas aux seuls ministres, mais à de Gaulle lui-même.

Arrivée au congrès de l'U.D.-C.G.T. de Waziers, congrès du 50^e anniversaire de l'U.D. Nous sommes accueillis selon le cérémonial traditionnel : assistance debout, applaudissements scandés.

Au mur, une banderole, un mot d'ordre : « Décuplons la solidarité financière pour les mineurs dans les entreprises et les administrations. Organisons le versement de la journée de salaire. »

Et de fait, au cours des interventions concernant l'action de leur syndicat, les délégués parlent tous de l'effort de solidarité aux mineurs. Et le maire communiste de Waziers, ancien secrétaire de l'U.D., viendra dire que sa municipalité offre des repas gratuits aux enfants des mineurs.

L'après-midi, réunion avec des camarades mineurs du P.S.U. à Guesnain, près de Douai. Rencontre avec des camarades parisiens venus apporter de l'argent et des vivres et distribuer des tracts. Discussion sur la

grève : ses origines, ses buts, ses perspectives. Une chose est sûre : le mouvement est fort, très fort ! Les mineurs en ont assez des brimades et des salaires insuffisants. Ils veulent leurs 11 p. 100, leur quatrième semaine de congé, le retour aux quarante heures. Ils ne céderont pas. Certains pensent que peut-être un accord interviendra bientôt. Si seulement, disent-ils, on avait 8 p. 100 tout de suite. D'autres protestent.

La discussion continue. Bien sûr, il y a, lorsqu'on travaille, les livraisons de charbon, mais la plus grande partie est de mauvaise qualité, du poussier invendable par les Houillères. Quant aux logements, tous semblables, ils n'ont rien d'attrayant. Et puis il y a les mères qui ne veulent pas que leurs enfants aillent à la mine. Mais l'absence de débouchés se fait cruellement sentir pour les jeunes garçons et filles. Si l'on ne veut pas être mineur, il faut aller travailler hors de la région où il n'y a que le charbon. C'est ce que font une partie des électro-mécaniciens, travailleurs qualifiés formés par les Houillères.

Et l'aspect politique du conflit ? Bien sûr, la grève n'aboutira pas au départ de « Charlot », mais depuis qu'il les a réquisitionnés, les mineurs ne le ménagent plus. Un vent s'est levé qui n'est pas favorable au régime.

FINISTÈRE : Les maires contre la répartition de la taxe locale



(De notre correspondant à Brest, René Chabert)

FATIGUES d'émettre depuis 10 ans des vœux réclamant une juste répartition du produit de la taxe locale, les maires du Finistère devaient défiler ceints de leur écharpe, dans les rues de Quimper vers la préfecture, dans Brest et Morlaix vers la sous-préfecture, pour y déposer les vœux, une fois encore repris, votés par les conseils municipaux.

On sait que l'essentiel des ressources communales provient de la taxe locale : taxe de 2,75 p. 100 du produit des ventes au détail, taxe de 8,5 p. 100 sur les ventes à consommer sur place, meubles... dont le régime a été fixé par ordonnance (ordonnance et décret du 7 janvier 1959). Les communes en percevoient 2,10 p. 100 dans le premier cas et 6,40 p. 100 dans le second, le reste allant au département et à un fonds de péréquation.

D'importantes attributions

Un tel système permet à des villes sièges d'usines et de sociétés importantes de percevoir des attributions directes de 300 à 400 F par habitant alors que la petite commune rurale, dont la population fait ses achats dans les villes voisines, ne reçoit — « zéphir léger » des localités administratives — qu'un minimum garanti de 33 F par habitant.

En 1961, pour 233 communes finistériennes et plus de 355.000 habitants, l'attribution directe était de l'ordre de 5.682.000 F et la part parvenant du Fonds de péréquation de près de 4.445.000 F. Le reste, soit les 55 communes plus favorisées représentant près de 395.000 habitants, a encaissé au titre de la taxe locale plus de 27.634.000 F. Ainsi, la commune de Saint-Jean-du-Doigt, dont le maire est notre ami Tanguy-Prigent, figure parmi celles qui perçoivent le minimum de 33 F par habitant. Brest encaisse 69,48 F. Quimper, comme Landivisiau plus de 103 F, Morlaix plus de 108 F et, record, Bénodet, grâce au tourisme balnéaire, 155. On reste loin de 300 et 400 F ! C'est pour cela que les maires du Finistère voudraient voir remplacer cette taxe unique par une subvention qui tienne compte du nombre d'habitants et de l'état de l'équipement des communes. Dans l'imminent, ils voudraient que le minimum de perception par habitant soit porté de 33 à 50 F.

Le coût des emprunts

Second sujet de mécontentement : le coût des emprunts dont les taux sont trop élevés et les termes trop courts. Ainsi pour les travaux de réfection de l'église de Saint-Jean-du-Doigt la Caisse des dépôts n'a consenti qu'un emprunt de 15 ans à 5 p. 100. D'une manière générale, pour les travaux de voirie, d'adduction d'eau, de construction communale, les collectivités locales devaient bénéficier d'emprunts de 30 ans à 3 p. 100 seulement.

Enfin, les maires ruraux du Finistère considèrent que l'Etat devrait prendre à sa charge la totalité ou la plus grande partie des dépenses relatives à la lutte contre l'incendie, à l'assistance et à l'aide médicale, à l'entretien des bâtiments communaux, notamment aux écoles.

Tels sont les thèmes qui devaient être développés au Congrès de l'Association des maires de France. Les maires du Finistère sont fermement décidés à amener les Pouvoirs publics à leur apporter une solution rapide et équitable.

ORNE : Contre les licenciements dans les mines de fer

(De notre correspondant à Alençon : G. COUDERC.)

UNE importante manifestation s'est déroulée le 22 mars 1962 à Alençon, groupant plusieurs centaines de mineurs de fer de la Ferrière-aux-Etangs et de Saint-Clair-de-Malouze, en signe de protestation contre l'annonce des prochains licenciements.

Il faut savoir en effet que quelques communes seulement du département de l'Orne ont une vocation industrielle et sont d'ailleurs les seuls à avoir enrayé l'hémorragie en main-d'œuvre, alors que tout le reste du département accuse un recul au point de vue population.

Sur 277.500 habitants, il y en a 189.500 au titre de population rurale, ce qui explique qu'entre 1954 et 1962 l'Orne a perdu 14.600 habitants puisque l'agriculture ne peut plus retenir une main-d'œuvre qui dépasse ses facultés d'absorption.

La Ferrière-aux-Etangs et Saint-Clair-de-Malouze, produisant au total 1 million de tonnes de minerai de fer, faisaient partie des quelques communes en progrès relatif, et fixaient une main-d'œuvre attachée à demeurer sur son sol. Pourquoi donc ce problème subit, alors que l'utilité des centres industriels est reconnue par tous pour la fixation des habitants.

A la Ferrière-aux-Etangs, la mine a atteint sa pleine production en 1939, produisant en 1961 450.500 tonnes de minerai de fer et 100.000 tonnes de fines (poussière de minerai). C'est le trust Denain qui exploite une concession de 24 km² fournissant un minerai titré à 48 p. 100, dont le seul inconvénient est de contenir trop de silice (pour mémoire, le minerai lorrain titre à 35 p. 100).

De gros efforts de modernisation ont été consentis sur cette concession depuis quelques années. Les huit fours sont en place depuis 8 ans, le puits a été « recréusé » et descendu d'une centaine de mètres, du matériel moderne a été introduit. Au total, un milliard et demi d'investissement en quatre ans.

A Saint-Clair-de-Malouze, la concession de 17 km² est exploitée par la compagnie des Forges de Châtillon-Commentry, et la modernisation développée.

Au total, Saint-Clair et Malouze produisent 1 million de tonnes de minerai.

Le 18 mars 1962, la Direction des Mines de la Ferrière portait à la connaissance du comité d'entreprise l'intention de procéder à des licenciements touchant de 30 à 100 personnes sur un effectif de 425. La modernisation, la suppression du marché belge, le rétrécissement du marché de la Ruhr, l'apparition sur le marché européen de minerai du Venezuela

(titrant à 65 p. 100), du Brésil, d'Afrique, l'annonce par la Suède d'une baisse de 3 p. 100 sur le prix de son minerai, étaient les raisons invoquées par la direction, qui faisait valoir en outre le prix élevé du transport de son minerai jusqu'à Usinor, de l'ordre de 21 francs la tonne, alors que les minerais étrangers transportés par mer revenaient à 5 francs la tonne pour le transport.

Déjà, aux mois de janvier et mars, la durée du travail avait été réduite par le principe de 2 journées chômées par mois, puis 4 journées ensuite, ramenant ainsi à 40 heures la durée du travail.

Devant l'imprécision des chiffres de licenciements et les graves problèmes en résultant, une réunion groupant les syndiqués C.G.T. et C.F.T.C. avait lieu immédiatement. La grève était décidée pour 2 jours et une manifestation sur Alençon, avec audience chez le préfet, retenue pour exposer les revendications :

- Pas de licenciements ;
- pas de réduction des salaires pour 40 heures de travail ;
- la quatrième semaine de congés payés.

En même temps, cette grève interdisait le chargement des wagons venus s'approvisionner, ceci en solidarité avec les mineurs de Lorraine.

Le 22 mars, 160 voitures déversaient leur « cargaison » de mineurs de la Ferrière, de Saint-Clair-de-Malouze, et une délégation des mineurs de May-sur-Orne, déjà touchés le mois dernier par des licenciements, dans les rues d'Alençon. Rien n'avait fait fléchir la détermination des mineurs malgré des tentatives répétées des hautes autorités administratives auprès du secrétaire de l'U.D.-C.F.T.C. Artois, en vue de dissocier les grévistes. A 15 heures, précédés d'une immense affiche « Union des Syndicats C.G.T.-C.F.T.C.-F.O.-F.E.N. Solidarité avec les mineurs de l'Est », plusieurs centaines (800) de grévistes « marchaient » sur la préfecture où le rassemblement s'arrêtait. Plusieurs orateurs prenaient la parole :

— Marcel Delaunay, secrétaire du Syndicat C.G.T. de Saint-Clair-de-Malouze, qui exposait les revendications ;

— René Brosseau, secrétaire de la Fédération régionale des Mineurs C.G.T. de l'Ouest qui apportait le salut des mineurs du Calvados ;

— Narcisse Richet, secrétaire de l'U.D.-C.G.T., qui s'attaquait aux causes profondes, la politique gaulliste, plus soucieuse en matière d'armement qu'en matière de salaires ;

— Artois, secrétaire de l'U.D.-C.F.T.C., qui laissait de nombreux messages de solidarité émanant des Etablissements Cousin et de la Confection de Flers, des Unions locales C.G.T. et C.F.T.C. de Flers, de l'Union des Amicales laïques d'Alençon, E.R.F., Etablissements Singer, etc.

Une délégation était ensuite reçue par le préfet qui s'engageait à interdire les licenciements en attendant la réponse du ministre du Travail à qui il soumettait le dossier, et à convoquer les syndicats dans la semaine suivante pour un examen complet, et éventuellement rendre compte de la réponse du ministre.

La délégation rendait alors compte aux manifestants qu'ils remerciaient d'être venus si nombreux. On remarquait parmi eux la présence de M. Halbout, député M.R.P. de Flers, le secrétaire fédéral du P.S.U., etc.

La population alençonnaise a été frappée par la détermination des mineurs qui ont reçu un accueil chaleureux.

Le problème de la politique de l'énergie est posé. La reconversion éventuelle des travailleurs doit être étudiée, et s'inscrire dans un véritable Code du Travail garantissant les droits des travailleurs. Mais un gouvernement peut-il dilapider des centaines de milliards à des dépenses de prestige et d'armements, et s'intéresser aux travailleurs autrement que pour les licencier ? Les militants C.F.T.C. et C.G.T. que j'ai interrogés connaissent déjà la réponse. Et c'est pour ça qu'ils s'unissent pour se défendre. Et ils en auront besoin.

DECAZEVILLE : Nous avons eu le tort d'avoir raison un an trop tôt, disent les mineurs

(De notre correspondant à Decazeville, Louis Jolieff.)

— le démembrement de notre bassin continue ;

— les jeunes s'en vont.

Les 3.000 métallurgistes du bassin ont eux aussi senti le danger.

Les métallos veulent eux aussi se défendre.

Les effectifs sont en constante diminution à la mine aux U.C.M.D. (Usines Chimiques et Métallurgiques de Decazeville) et dans les petites entreprises.

Seulement 500 emplois nouveaux contre des milliers de suppressions ! Et les jeunes ?...

La garantie de salaire aux ouvriers mineurs reclassés dans l'industrie privée (90 p. 100 pendant deux ans de leur ancien salaire) a de lourdes conséquences pour les métallurgistes : forts de cela les patrons peuvent pratiquer de très bas salaires (puis-

que la mine complète) et instituer des classifications.

Le secteur privé ne veut pas jouer le rôle de reconstruc-teur que lui suggère, peut-être trop mollement, la politique gouvernementale mais il sait y retrouver son compte : bas salaires, subventions... Nous disons tous ici que ce sont l'Etat et les entreprises nationales qui doivent être les pilotes et recréer ainsi un pôle d'animation et d'expansion.

2.000 travailleurs ont manifesté à l'appel du comité intersyndical métallurgiste.

Le 14 mars toutes les entreprises métallurgiques ont connu une grève de 4 heures.

Enfin à l'appel du comité des mineurs, 5.000 personnes ont manifesté leur volonté de voir définir une politique d'avenir de toute la corporation minière mais aussi une politique de défense des régions en régression.

UNE ENQUETE DE "TRIBUNE"

LA GUERRE DES GRANDS MAGASINS :

ECHOS DES ENTREPRISES

Une organisation qui perturbe la vie des employés

En musique

(Ecrit par un gréviste de Lens sur l'aire « Le jour le plus long ».)

Nous avons vu (1) dans nos premières recherches qu'un secteur du patronat regardait de près ce qui pouvait se dire et se faire en matière « d'aménagement » des horaires de travail : le patronat du grand commerce, particulièrement du commerce intégré.

La suite de notre enquête sur « l'aménagement des horaires », nous conduit dans un secteur agité. L. MAILLANE a pris la température en consultant les responsables parisiens des syndicats d'employés de commerce.

trième semaine de congés payés « si aucun décret ne rendait obligatoire » la satisfaction de ces revendications, de mener partout où cela serait possible une semaine d'action sur des mots d'ordre unissant les revendications de salaire à celles concernant le régime de travail et la quatrième semaine de congés payés.

Les arguments des syndicats sont simples :

1° Le gonflement du chiffre des ventes dû à l'ouverture tardive du mercredi est un mouvement passager, causé par la curiosité, et la commodité effective apportée à certains acheteurs, mouvement d'achat qui

Nous irons tous à Paname
Faire cracher à Pompidou,
Toutes les choses que l'on réclame
Et plus spécialement des sous.
Allons mineurs de toute la France
Unissons nos mains surtout,
Pour combattre la haute finance
Qui ne veut pas donner des sous.
Les caisses sont pleines en France.
C'est c'qua dit le président.
Mais il a ses préférences
Pas d'social... de l'armement.
Allons de Gaulle, fais un effort
Tu dois savoir que tu as tort
Penche-toi un peu sur les salaires
Au lieu de penser à la guerre.
Nous irons tous à Paname
Faire un peu taire Pompidou
Car s'il fait de la réclame
Ce n'est sûrement pas pour nous.
Nous irons vers la victoire
Avec l'appui de la nation
Tous unis pour cette gloire
Travailleurs de toutes professions.

Un ballon d'essai

Le Bazar de l'Hôtel de Ville, à Paris, ouvre ses portes le mercredi jusqu'à 22 heures. Vous le savez, c'est écrit partout. Une vigoureuse campagne de presse a mis le fait en valeur, et, la nouveauté aidant, beaucoup de Parisiens se sont précipités,

de jour fait 7 h. payées 8. L'équipe du soir, 5 h. payées 8 ; celle-ci est favorisée en outre du fait que la prime de clientèle ajoutée au salaire est plus forte le soir à cause du petit nombre de personnel et de l'affluence d'acheteurs, puisque ce jour-là, on vend autant le soir que dans toute la journée.



Quel magasin ouvrira le plus tard ?

(Photo Tribune)

Jeu de construction

On bâtit toute une cité avec des plaques en béton et des panneaux bleus. Déjà, 200 ménages sont installés et d'autres arrivent chaque jour. MAIS...

Car il y a un « mais », 200 ménages, cela représente environ 400 gosses. Et dans quelle école iront-ils ? Il faut peut-être attendre que Joliot Curie et Anatole France soient pleines à craquer.

Si gouverner, c'est prévoir, peut-être que de Gaulle et son gouvernement « social » prévoieront la construction d'un groupe scolaire à côté de chaque nouvelle cité... moyennant, bien sûr, un petit sacrifice sur Pierrelatte et la force de frappe.

Publié par la section P.S.U. de Plessis-Robinson « L'Étincelle »

Logique capitaliste

« L'idéal, pour un homme, n'est pas d'atteindre sa retraite, mais de travailler le plus longtemps possible. »

M. Marc Jaquet
(Au congrès U.N.R. du Loiret)

Ce monsieur parle comme un livre. Mais s'il devait faire pendant 10 heures par jour, un des sales boulots réservés aux salariés... soudeur par exemple...

IL CHANTERAIT
UNE AUTRE CHANSON !

Publié par Paris-Chèques
« L'Étincelle », année 63.

après leur travail, ou après le dîner, pour voir... et aussi pour acheter, puisque la direction semble y trouver son compte. Divers magasins ouvraient déjà tard le soir à Paris, tels le « Drugstore » des Champs-Élysées, ou des magasins de moindre importance. Mais d'autres mesures couvrent la filiale bruxelloise de la firme Innovation a mené le train, puis ce fut la filiale française Inno-France qui décidait d'ouvrir à Paris jusqu'à 21 h., faisant appel par voie de presse à du personnel supplémentaire.

L'heure de fermeture est ramenée à 20 heures, après intervention des syndicats, auprès de cette société dont le président-directeur général n'est autre que M. Albin Chalandon, tête pensante de l'U.N.R.

Les syndicats d'employés de commerce pensent qu'une démarche a été faite auprès de l'Inspection du travail par les autres grands magasins parisiens pour obtenir une dérogation à la loi, leur permettant de rester ouverts jusqu'à 20 ou 21 h., voire davantage. Ils se préparent donc à une généralisation de ces « aménagements ».

Nous avons demandé à M. Depierre, secrétaire du syndicat F.O. des employés de commerce de la région parisienne, comment ce changement d'horaires avait été introduit au B.H.V.

Pour lui, il est symbolique qu'on trouve en tête de cet allongement des horaires le Bazar de l'Hôtel de Ville, boîte « dure », rétrograde, où sans un passé encore assez récent, en 1949 — les vieux employés s'en souviennent bien — près de 40 % du personnel avait été licencié à la suite d'une grève, « dure » et « souple » à la fois, puisqu'elle sait amadouer des employés compréhensifs en allouant 5.000 F de primes aux non-grévistes.

Il nous explique comment fonctionne le nouveau système qui a été établi presque à l'improviste, surprenant les syndicats, laissant les employés réagir individuellement, accepter de plus ou moins bon gré. Les deux tiers du personnel travaillaient de 9 h à 17 h, l'autre tiers de 17 h. à 22 h. L'équipe

Des craintes pour l'avenir

Déjà dans un passé tout proche les syndicats s'étaient inquiétés des répercussions que ces ouvertures tardives pourraient avoir sur la vie des travailleurs de la région parisienne. Des aménagements dans le domaine des transports par exemple seraient nécessaires pour éviter de longues attentes dans les heures creuses du trafic après 20 h. Interrogé à ce sujet le directeur du « Centre National pour l'aménagement des temps de travail » a répondu que les chefs de gare étaient seuls responsables des fréquences et que le C.N.A.T. n'avait pas pouvoir de modifier les horaires.

Sur le principe même des ouvertures tardives, les syndicats arrêtaient une attitude bien précise d'opposition et entamaient des démarches officielles auprès de l'Inspection du Travail, auprès de M. Thomas, attaché de cabinet de M. Grandval, ministre du Travail. En vain, la thèse gouvernementale est que rien ne peut interdire à des « volontaires » de travailler davantage, ou à des heures inhabituelles.

La thèse patronale est que chacun y trouve son compte. Aussi n'y a-t-il vraiment que ces pauvres syndicats qui font encore de l'opposition. Aussi est-ce dans le domaine spécifique de l'action ouvrière, dans les entreprises elles-mêmes que l'action a été menée. Il a fallu expliquer clairement la portée de la mesure d'allongement à ceux des travailleurs qui ne réagissaient pas, ne sentaient pas la suite possible. Une action commune des syndicats était décidée dont les formes furent discutées le samedi 23 mars, puis le mardi 26.

Des grèves avaient eu lieu la semaine précédente au Prisunic des Champs-Élysées, à Paris, et en banlieue, à Saint-Denis. Le climat était à la lutte, particulièrement dans certains grands magasins de Paris, B.H.V. et Galeries Lafayette.

Le renouvellement de la convention collective du commerce étant en discussion, la C.G.T. et F.O. décidaient d'un commun accord, devant le refus patronal de discuter de l'allongement des horaires d'ouverture et de la qua-

s'effectue au détriment du petit commerce.

Lorsque la mesure sera largement étendue à d'autres grands magasins, l'éparpillement de cette « nouvelle » capacité d'achat, rendra minime le bénéfice. La lutte entre commerçants gagnera — gagne même déjà — le commerce spécialisé, les boutiques, où la défense des vendeurs et vendeuses est plus difficile à mener vu l'isolement dans lequel ils se trouvent ;

2° Quoi qu'il en soit, cette âpre concurrence du secteur commercial laissera des traces durables dans la vie du personnel au travail. Les « aménagements » pèseront sur les travailleurs des magasins : accélération des cadences de vente pour un personnel moins nombreux, sauf en cas d'embauche massive rétablissant la proportion antérieure clients-vendeurs.

Dans ce dernier cas, menace de licenciements si l'expérience largement étendue se révèle financièrement décevante.

Désorganisation de la vie familiale, allongement des temps de transport ; divisions des travailleurs en catégories antagonistes ; perspective de la course aux heures supplémentaires en cas de baisse du pouvoir d'achat.

La recherche de profits supplémentaires offre le cadre à la surexploitation des travailleurs, du moins à la soumission encore plus grande de leur vie de travail et de leur vie familiale aux impératifs matériels.

Une minorité de travailleurs s'en trouvera satisfaite, la majorité en souffrira.

A travers ce cas particulier encore, l'aménagement des temps de travail apparaît pour ce qu'il risque d'être en régime de capitalisme autoritaire : une « organisation » par en haut du désordre dans les vies d'en bas.

L. MAILLANE.

(1) Voir Tribune n° 137, 138, 140.

Prochain article :

L'Aménagement des horaires : Bilan

Marche des mineurs machinois sur Nevers

(De notre correspondant de la Nièvre J. Boichard)

Il existe, à La Machine, dans la Nièvre, un petit gisement houiller, dont l'existence est précaire, ce qui explique d'ailleurs que les « gueules noires » de l'endroit n'aient jamais eu, avant la crise actuelle, une position en pointe, quant aux revendications et à l'action syndicale.

Cette fois-ci, tous les mineurs de fond sont en grève et avec eux une partie des services au jour, et, pour appuyer leurs revendications, les ouvriers réunis en assemblée plénière décidèrent de marcher sur Nevers.

Aussitôt un comité d'accueil fut constitué avec la C.G.T., la C.F.T.C. et la F.E.N., auxquelles se joignirent le P.C., le P.S.U., la S.F.I.O. et (au moins sur les banderoles) l'U.D.S.R. Il fallut en une soirée improviser bien des choses ; néanmoins, avec de la bonne volonté et beaucoup de dévouement, ce fut un beau succès. Les patrons de Nevers firent de l'obstruction en exigeant que les ouvriers récupèrent précisément à l'heure de la manifestation les heures perdues par la grève des électriciens. Cette mesure d'intimidation eut un certain succès à la Thomson, peu chez Alfa-Laval.

EN SURVOLANT LE MONDE...

LE Canada, qui cette semaine vote pour élire sa Chambre des Communes, semble manifester une certaine mauvaise humeur à l'égard des Etats-Unis. D'un voisin trop puissant et envahissant, les Canadiens médisaient volontiers; il semble que cette fois-ci, l'affaire soit plus grave et le mécontentement provoqué dans l'opinion par une note pour le moins insolente des Etats-Unis au sujet d'ogives nucléaires que le gouvernement Diefenbaker ne voulait pas stocker sur le sol national

risque de provoquer un changement au sein de la nouvelle Chambre. Un problème de plus à résoudre pour les Etats-Unis...

Il est vrai qu'avec l'installation au Guatemala d'une Junte militaire d'extrême droite, ils doivent avoir l'impression d'une victoire. Si les U.S.A. n'ont pas oublié le président Arbenz, précurseur de Fidel Castro, ils ne tiennent pas à ce que les Guatémaltèques se souviennent de lui... Mais l'Amérique latine, écrasée, humiliée et qui a faim, n'a pas dit son dernier

mot. On dit que les paysans nord-brésiliens s'organisent, on voit dans tous les pays sud-américains des guérillas se former, des tentatives d'union se faire jour. L'exemple cubain est là, vivant, toujours présent, et un jour ou l'autre il faudra bien que l'on revise les cartes dans cette partie du monde.

Pour essayer d'endiguer cette vague, les Etats-Unis, cette semaine, trouvant sans doute que l'installation de gouvernements amis et corrompus à leur porte n'avait plus la même efficacité que

jadis, ont découvert une nouvelle arme : des charges atomiques souterraines disséminées secrètement un peu partout et que le simple passage d'un avion spécial suffirait à faire exploser... Il y a quelques semaines, les journaux ont publié en petits caractères l'annonce que les Yankees utilisaient au Vietnam un produit chimique qui, pulvérisé sur les cultures et les forêts, les assèche et les rend stériles à jamais... Arme très utile, paraît-il, pour lutter contre les guérilleros.

Roger Bourrier

10.000 chômeurs ont assiégé la Chambre des Communes GRANDE-BRETAGNE: LA FIN D'UN RÈGNE

POUR la première fois depuis plus de trente ans, d'énormes manifestations ouvrières se sont déroulées dans le centre de Londres. Le drapeau rouge a été hissé, la semaine dernière, sur la façade gothique de Westminster, au-dessus de l'entrée de la Chambre des Communes qu'assiégèrent, deux heures durant, quelque 10.000 chômeurs venus d'Ecosse et du nord de l'Angleterre. La police a, non sans mal, contenu la foule des protestataires qui scandaient : « We want work ! » (Nous voulons du travail). Mais le gouvernement de M. Macmillan a enterré dans les dossiers de ses commissions d'experts ce signe spectaculaire du malaise social : le parti conservateur n'a pas la moindre solution à offrir aux problèmes du chômage et des régions affectées par la dépression économique.

Conservateurs contre conservateurs

Le lendemain de cette puissante démonstration des sans-travail, près de 5.000 enseignants manifestaient au même endroit, devant les Communes, en réclamant la démission du ministre de l'Education, sir Edward Boyle, qui rejette l'essentiel de leurs revendications. Les rapports entre le corps enseignant et le gouvernement sont si aigres que le président du Syndicat de l'Enseignement, qui était membre du parti conservateur, a annoncé son intention de se présenter aux prochaines élections, comme « conservateur indépendant », contre son ministre; il a déjà reçu le soutien de son syndicat et il n'est pas impossible qu'il bénéficie, le moment venu, d'un soutien ou d'une neutralité bienveillante du parti travailliste.

A chaque élection partielle, les conservateurs perdent du terrain. A Swansea-Est, la semaine dernière, le candidat de M. Macmillan n'a même pas réuni assez de voix pour récupérer sa caution.

L'atmosphère de la Grande-Bretagne est, ces temps-ci, celui de la fin

des règnes. La reine Elizabeth reste au-dessus de ces événements et la presse populaire, animée par la gauche travailliste, n'est pas moins monarchiste — plutôt plus — que le reste de l'opinion. Mais le règne du parti conservateur, que Churchill avait ramené au pouvoir il y a une douzaine d'années, est en train de s'achever.

à la droite de Macmillan et de son équipe, une nouvelle opposition.

Macmillan — après Churchill, mais avec moins d'imagination — avait axé toute sa politique extérieure sur l'alliance américaine. Or, Washington vient de faire au nouveau leader du parti travailliste une réception digne du « futur Premier ministre de Grande-Bretagne ». L'idée qui se fait

qui avaient assuré le plein emploi, tandis que Churchill annonçait le retour à la « liberté ». Ce genre de liberté, pour le peuple anglais, c'était, de 1924 à 1939, pas une famille d'ouvriers ou d'employés sans au moins un chômeur.

Reflux

Puis, lorsque la révolution travailliste eut réalisé la sécurité sociale gratuite, la reconstruction et le plein emploi — au prix d'une sévère redistribution des revenus et d'une discipline sociale assez lourde — une fraction des classes moyennes (et même une partie de l'aristocratie ouvrière) estimèrent que les conservateurs pourraient leur donner, en plus, un peu de dignité particulière : le « cottage au lieu de l'immeuble collectif », comme on le dit à l'époque.

Aujourd'hui, l'expérience a été faite. Devant la menace du chômage et du marasme économique, les classes moyennes refluent vers la gauche.

Paul Parisot.



(Photo Agip.)

« Nous voulons du travail », ont dit les manifestants.

Washington regarde vers la gauche européenne

Les difficultés incessantes avec le Commonwealth et dans les derniers territoires coloniaux d'Afrique; l'orientation vers le Marché commun décidée par Macmillan et les « conservateurs modernes » à l'industrie, puis le piteux échec de cette politique; l'indécision dans la politique de défense (Macmillan prêche maintenant la nécessité d'une force de frappe indépendante, après s'être fait le champion de la force nucléaire atlantique); l'annonce d'un budget qui porte la marque des élections proches (abattements ou suppressions d'impôts) et qui passe aux yeux des orthodoxes (dont le chef de file est l'ancien secrétaire au Foreign Office et ancien chancelier de l'Echiquier Selwyn Lloyd) pour une ruineuse démagogie — tout cela contribue à briser l'unité des conservateurs et créer,

jour dans l'entourage du président Kennedy est que l'ère des « vieillards » Adenauer, de Gaulle et Macmillan, qui est aussi celle de la droite, prendra fin bientôt et qu'il vaut mieux se préparer sans retard à traiter avec de nouveaux partenaires.

La droite européenne partage avec l'Amérique les préjugés doctrinaux en faveur de la « libre entreprise »; mais elle paraît impuissante à résoudre les problèmes de l'époque présente, et surtout elle s'obstine dans un nationalisme dangereux et sans avenir. C'est pourquoi on est à se demander, à Washington, s'il ne faut pas souhaiter la venue au pouvoir de Wilson (Grande-Bretagne), de Brandt (Allemagne), de Spaak (Belgique) et d'un homme de gauche en France.

Au sortir de la guerre, les travaillistes britanniques l'avaient emporté essentiellement parce qu'ils voulaient maintenir les « contrôles de guerre », c'est-à-dire les mesures dirigistes (prises par le gouvernement de coalition)

ALGÉRIE : Une nouvelle étape de la réforme agraire

REPONDANT à une question lors de la conférence du professeur René Dumont, à Alger, le 7 janvier dernier, le président Ben Bella n'avait pas manqué de souligner avec quel joyeux empressement son gouvernement avait saisi l'occasion des « biens vacants » pour neutraliser la clause d'indemnisation, incluse dans les accords d'Evian, grâce à laquelle le gouvernement français pouvait, par « des années de discussion », freiner la réforme agraire.

En offrant au jeune Etat algérien, comme cadeau d'anniversaire des accords qui ont consacré son indépendance, la gifle d'une explosion nucléaire sur son territoire le pouvoir gaulliste devait donc s'attendre à une riposte. Cette riposte — plus rapide encore que la première fois — est venue sous la forme du décret du 22 mars, qui consacre la socialisation de ces « biens vacants », et de la nationalisation du domaine Borgeaud.

Sans doute, comme le dit « Le Monde » des 31 mars-1^{er} avril, « de telles mesures... ne sauraient être accueillies sans réaction à Paris ».

Mais qui plaindra le gouvernement français si sa nouvelle provocation de In-Elker lui vaut cette réplique d'un gouvernement qui reçoit déjà l'aide des pays arabes, de la Yougoslavie, de l'Allemagne fédérale, des U.S.A., de la Bulgarie en attendant celle de l'U.R.S.S. et de la Chine ?

Albert Roux

Bulletin d'abonnement TRIBUNE SOCIALISTE

NOM
Adresse

Désire s'abonner

Pour une durée de
(Rayer les mentions inutiles.)

Soutien 50 F
1 an 28 F
6 mois 15 F
3 mois 7,5 F

Signature :

54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e
C.C.P. PARIS 5826-65

« Contre le racisme »

Le dimanche 12 mai 1963, dans la grande salle de conférence du Palais de l'U.N.E.S.C.O., aura lieu une journée nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la Paix.

Pour préparer ses assises, le M.R.A.P. a établi un questionnaire sur le racisme, ses formes et manifestations actuelles, ses causes et les moyens de le combattre, auquel sont invités à répondre tous les Français de bonne volonté.

Demander le questionnaire au M.R.A.P., 30, rue des Jeuneurs, Paris (8^e). Envoi gratuit. Tél. : GUT 09-57.

Aux mineurs du Tarn

Les fédérations de l'Aveyron, du Tarn et des Basses-Pyrénées ont adressé aux mineurs du Tarn un communiqué spécial.

« Il faut que les mineurs gagnent », déclarait notamment ce communiqué. « Il faut que le pouvoir ne puisse réduire au désespoir ces travailleurs victimes d'une planification absurde. Il faut surtout empêcher le Pouvoir de briser le formidable instrument de combat que détiennent les travailleurs du pétrole, comme ceux de l'électricité. »

Question écrite

Les camarades Bourdet, Suant et Bleuse ont demandé au préfet de la Seine pourquoi le Syndicat national des enseignants techniques et professionnels n'avait pas reçu l'autorisation de tenir son prochain conseil national, les 1^{er} et 2 avril, au collège d'enseignement technique, 26, rue du Docteur-Potain.

Depuis la Libération, la direction de l'enseignement de la Seine n'avait jamais refusé son accord.

Ce refus est d'autant moins compréhensible que deux organisations syndicales se réuniront prochainement à la Sorbonne, ou à l'École des arts et métiers.

Ce refus est d'autant plus incompréhensible que l'administration n'a pas cru devoir en expliquer les motifs aux représentants du syndicat défendu par nos camarades.

Un appel de la Ligue de l'enseignement

La Ligue française de l'enseignement nous prie d'insérer le communiqué suivant :

La Fédération des œuvres laïques de la Seine, sollicitée pour accueillir un nombre important d'enfants de mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, lance un appel pressant aux familles qui accepteraient de recevoir gracieusement un enfant pendant une dizaine de jours à partir du mercredi 3 avril. On est prié de bien vouloir adresser dès maintenant et de toute urgence les offres d'accueil à la Fédération des œuvres laïques de la Seine, 12, rue de la Victoire, Paris-9^e. Tél. : TRUDAINE 22-50.

Le tunnel du Mont-Blanc

Avec la participation de R. Beaunez, la fédération de la Haute-Savoie a organisé dans le département une série de réunions sur l'action locale, municipale et régionale (au Fayet, Bonnevièle, Annemasse, Reignier, Annecy).

Signalons, parmi les questions abordées et les objectifs retenus au cours de cette tournée :

— L'étude du plan d'aménagement régional et de la mise en valeur touristique du département. En effet, le tunnel du Mont-Blanc, les projets d'équipement de stations de sports d'hiver (avec l'appui d'importants groupes bancaires) vont, dans les prochaines années, favoriser le développement économique de certaines régions. Une campagne menée avec les organisations syndicales, sociales, familiales (dont plusieurs disposent de maisons de vacances à but non lucratif) devrait être l'occasion de poser le problème du tourisme populaire ;

— La préparation à long terme des élections municipales par un travail soutenu d'implantation par l'élaboration d'un programme qui, à partir

BONS DE SOUTIEN :
Dernier effort

LES derniers jours qui vous restent avant la clôture de la campagne de vente des bons de soutien doivent être mis à profit. Nous rappelons aux fédérations que la date limite d'envoi des sommes recueillies par les camarades des sections est le dimanche 21 avril. Ce qui signifie que chacun d'entre nous ne peut plus perdre de temps.

Si nous voulons que le maximum de billets soit vendu dans les limites qui nous sont fixées, c'est dès maintenant, dans la toute première minute après avoir lu ces lignes, que vous allez trouver tel ou tel camarade, tel ou tel ami que vous aviez négligé ces temps derniers et à qui vous allez parler de notre journal, de notre parti. N'oubliez jamais la vente de ces bons de soutien est une excellente entrée en matière pour par-

ler politique, pour exposer les thèses du P.S.U., pour entretenir partout l'agitation et engager auprès des sympathisants notre combat politique. Il ne manque pas aujourd'hui de matière à notre propagande.

Le succès de la vente de ces bons, c'est un succès de notre parti. Que les retardataires s'y mettent, qu'ils rattrapent ceux qui n'ont pas attendu les derniers jours pour assurer ce succès.

d'une analyse des besoins, favorisent la réflexion et l'action communes de militants engagés dans les divers secteurs de la vie locale.

Une réunion dans un bourg rural proche d'Annemasse devait permettre un dialogue avec le maire et ses conseillers municipaux sur la gestion municipale.

Composition et fonctionnement de l'école interfédérale

L'école interfédérale qui commencera à Paris, le mardi 23 avril, est prévue pour 120 à 140 élèves (40 à 50 pour Paris, 40 à 50 pour la Seine-banlieue, 10 pour la Seine-et-Oise, 10 pour la Seine-et-Marne, 10 pour les J.S.U., 10 pour les E.S.U.). L'école aura lieu une fois par semaine. L'inscription peut se faire, soit pour le cycle continu (dix semaines), ce qui est de loin préférable, soit pour l'initiation pratique seulement (cinq semaines) ou pour l'initiation pratique seulement (aussi cinq semaines).

Les élèves doivent s'engager à suivre jusqu'au bout le cycle complet ou la série qu'ils ont choisie, de participer au travail collectif en séance et de préparer individuellement à la maison, en lisant les textes indiqués, en les confrontant avec les schémas qui leur seront distribués et en mettant au propre leurs notes de cours. Les absences injustifiées entraîneront l'exclusion automatique de l'école.

Les séances auront lieu les lundis, de 19 h. 30 à 22 h. précises, sauf la première, qui est remise au mardi 23 avril, et la sixième qui est remise au mardi 4 juin. La dernière séance aura lieu le lundi 24 juin. Les réunions se tiendront au « Temps Présent », 68, rue de Babylone, au fond de la cour (métros Sévres-Babylone et St-Fr.-Xavier). Les portes seront fermées à 19 h. 35 exactement, aucune exception ni excuse ne sera admise.

Pour une planification dans les Basses-Pyrénées

La Fédération des Basses-Pyrénées a organisé au début du mois de mars une série de réunions portant sur les problèmes économiques de notre région, auxquelles elle avait demandé à Serge Mallet, membre du C.P.N., de prêter son concours.

Vendredi 8 mars, notre camarade, qui avait au préalable été reçu au siège du Syndicat C.G.T. des Forges de l'Adour, exposait à la Salle Municipale du Boucau, obligeamment prêtée par la municipalité communiste de cette ville, le point de vue de notre Parti sur les problèmes économiques, et en particulier sur les solutions à apporter aux déséquilibres régionaux. Le cas des Forges de l'Adour, menacées de fermeture en dépit de leur haute technicité, et alors qu'elles représentent le seul fournisseur d'emploi de toute la région, est caractéristique des méfaits de la concentration capitaliste. Serge Mallet rappela à propos la position défendue par le P.S.U. à Decazeville, mettant l'accent sur la nécessité d'une planification

régionale disposant de budgets autonomes et contrôlée par les travailleurs.

La journée de samedi fut consacrée au complexe Lacq-Mourenx et à plusieurs entretiens avec les dirigeants du comité de grève. Le soir, à Mossein, une réunion de section élargie aux sympathisants aborda les problèmes de l'action du P.S.U. dans le mouvement actuel.

Dimanche, une bonne réunion d'information était organisée par la section de Nay. Enfin, lundi était consacré à la ville de Pau. Serge Mallet fut reçu le matin par le bureau départemental du C.N.J.A. avec les membres duquel il eut une longue discussion sur les problèmes agricoles du département. Les Jeunes Agriculteurs se retrouvaient avec de nombreux militants « adultes » du syndicalisme agricole, de la coopération, des enseignants et des techniciens agricoles, à la conférence organisée à 18 heures, sous les auspices du Cercle Populaire d'Etudes de Pau, sur les données actuelles de la lutte paysanne. Les questions soulevées par Serge Mallet concernant en particulier le développement de l'intégration néo-capitaliste à la campagne soulevèrent un débat animé, où l'ensemble des as-

Aidez le P.S.U.

Nos appels ont été entendus par de nombreux amis.

Plusieurs milliers de francs ont été les bienvenus. Cela ne suffit pas. Vous avez répondu par priorité et vous avez eu mille fois raison à notre effort de solidarité pour les mineurs. Mais n'oubliez pas que les efforts du P.S.U. en faveur des grévistes, notamment les nombreux déplacements qu'ils ont imposés ont été onéreux. Que tous ceux qui en ont la possibilité, envoient à Maurice Klein, leur engagement de payer volontairement des cotisations mensuelles (37, rue de Trévis, Paris-9^e - C.C.P. 4435-35 Paris).

Il va sans dire que le paiement immédiat des douze mensualités est accepté !

Le Secrétaire national, Edouard DEPREUX.

Le Trésorier national, Maurice KLEIN.

Je soussigné (nom, prénoms, adresse)

m'engage à verser chaque mois, à Maurice Klein, trésorier du Parti Socialiste Unifié, la somme de :

Signature :

Restaurants

L'ESCARGOT de la BASTILLE

9, rue de la Bastille, Paris (ARC. 55-46) Métro : Bastille
Ouvert tous les jours.

SITUATION ET CADRE

Presque sur la place, à côté du DUPONT-BASTILLE, en tout cas à la limite de ce merveilleux quartier du Marais, vous découvrirez avec ravissement cette Maison respectueuse des grandes traditions culinaires d'un passé prestigieux. La pourpre domine dans cette chaude et très confortable salle du rez-de-chaussée et, de suite, accueilli d'une façon exquise par Mme LONA RITA, vous vous y trouverez bien.

TABLE

MM. Géo DORLYS et Paul SOULIER, les aimables directeurs, vous soumettront bien vite une carte somptueuse et fort éclectique qui provoquera... un certain embarras. Jugez-en vous-même : d'abord (à tout seigneur tout honneur, évidemment), se détachant, les Escargots de Bourgogne (les 12 : 6 F), qui se distinguent vraiment par la vigueur de leur goût. J'ai opté pour une Terrine de ris de veau aux truffes (6 F), laissant à mon compagnon l'agréable tâche de déguster un Gratin de homard à l'américaine (7,50) dont il devait me vanter les qualités. Ensuite, prestigieux, se succèdent sur la carte : Grillade de marassin aux aïnelles (10 F), Rognon de veau comme chez grand-mère (9 F), Steak au poivre vieil armagnac (8,5 F), la Brochette de volaille à l'orientale, et bien d'autres merveilles. Soyons franc : depuis le début, j'étais tenté par cette GELINE DE TOURAINE MIJÉE AU VIN DE BOURGUEIL (7,50 F). Son parfum incomparable devait bien vite me décider. Elle évoquait d'ailleurs pour moi une chère et vieille grand-mère, malheureusement disparue, courbée sur ses fourneaux.

MON ADDITION

Le couvert	F 1,50
Terrine de ris de veau aux truffes	6,00
La Geline de Touraine au vin de Bourgogne	7,50
La tarde du chef	3,80
1/2 Côte de Brouilly	3,80
	21,60

(Service en sus.)

A signaler : le remarquable MENU GASTRONOMIQUE à 15 F (avec 3 vins différents à discrétion), comprenant, au choix, 3 spécialités. Au premier étage, cinq salons grands et petits permettent d'organiser réunions, banquets, déjeuners d'affaires.

Et maintenant, bon appétit...

Jean-Robert.

Cinéma

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.
Semaine du 3 au 9 avril

UN CŒUR GROS COMME ÇA

La revue de Charlot

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Semaine du 3 au 9 avril

NOBLESSE OBLIGE

avec Alec Guinness en v. o.

Au même programme :

Ma femme est une sorcière de René Clair en v. o.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Tél. : SUP 19-20

● Rédaction : 8, rue Jenner Paris (IX^e)
Tél. : PIG 65-21

● Publicité : Geneviève Mesguiche 6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39.

Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 58-61, rue La Fayette Paris (9^e)



Françoise Brion et J. Doniol-Valcroze

PASSEE la première stupéur, passé l'étonnement devant un Prix Delluc si abusif, voici ce qu'est L'Immortelle : la découverte du film policier par un écrivain français qui l'ignorait. Quand Robbe-Grillet fit Les Gommages, roman en forme de roman policier, il réussit un très bon livre ; ici, il raconte l'histoire d'un professeur français en Turquie, qui rencontre une mystérieuse jeune femme, la perd, la retrouve, la voit mourir et meurt — le tout sans qu'il y ait, bien sûr, d'explication rationnelle, le mystère étant mis sur le dos bien commode, bien docile, d'un Orient impénétrable à l'exotisme de bazar.

Les complications apparentes et laborieuses par quoi Robbe-Grillet essaie d'animer cette histoire ultra-banale feront rire tous ceux qui n'ont pas peur du snobisme : certes, Françoise Brion, très jolie, empêche qu'on s'ennuie excessivement ; certes, il y a de beaux paysages et de belles chansons turques. Jacques Doniol-Valcroze a montré, ailleurs, qu'il pouvait être un excellent acteur : son visage de bois, ici, a dû être exigé par le metteur en scène.

L'Immortelle, histoire compliquée et banale, ce n'est rien autre que du Paul Morand cinématographique.

M. Ranchal.

Théâtre La 10^e saison du Théâtre des Nations

LA dixième saison du Théâtre des Nations s'est ouverte la semaine dernière avec la présentation au Théâtre Récamier, par une troupe de Mannheim, de trois opéras minute de Darius Milhaud et d'une œuvre de Paul Hindemith, Le long repas de Noël. Samedi, ce fut un spectacle de flamenco pur par le Teatro de Manuela Vargas de Séville ; mercredi, Penthesilée d'Heinrich Kleist par la Schauspieltruppe de Zurich.

Il nous sera difficile de rendre compte systématiquement des trente à quarante œuvres présentées cette année (le chiffre n'en est pas définitivement arrêté, pour des raisons matérielles), mais nous reviendrons sur celles qui nous paraîtront amener un point de vue intéressant.

Dans ce marathon annuel d'où souvent la banalité n'est pas exclue, non plus le conformisme, émerge de temps à autre le talent original d'un metteur en scène, d'un auteur dramatique, d'une troupe. On n'oublie pas les représentations du Berliner Ensemble, de l'Opéra de Pékin, du Piccolo Teatro de Milan.

Cette dixième saison propose déjà quelques « curiosités » : rayon « recherche », les 8-9-10 avril, l'Atelier 212 de Belgrade ; opéras : Œdipe Roi de Carl Orff (24-25-26-27 avril) ; La Rusée de Carl Orff toujours (28-29 avril) ; La grande tentation de saint Antoine de Ghelderode (11-12-13 mai) ; et un cycle de Théâtre Moderne américain en juillet. Les Parisiens sont évidemment et une fois de plus privilégiés encore que nombre d'entre eux l'ignorent.

Notons donc pour ces derniers que les Amis du Théâtre Populaire, 76, rue Mouffetard, Paris-V^e, peuvent leur procurer des tarifs préférentiels.

E. C.

Livres

JUSQU'À LA GAUCHE

par Françoise d'Eaubonne

AVEC « Jusqu'à la gauche » (1) Françoise d'Eaubonne nous conte les péripéties nocturnes d'un groupe de déserteurs et insoumis en route pour un maquis de Provence. En pleine guerre d'Algérie, un curieux personnage, Olivier Mamerloy, pénètre brusquement un matin dans la vie de la narratrice, pour l'entraîner dans un maquis où se cachent les déserteurs en attendant le jour d'entrer en action contre les fascistes.

C'est le début d'une aventure romanesque qui commence dans le cadre des cafés de St-Germain-des-Prés et se termine après un long périple en gigantesque canular, notre héros étant un mythomane et ses fameux maquis n'étant que le fruit de son imagination. Pourquoi a-t-il agi ainsi ? On croit comprendre qu'il a créé cette fiction pour assurer son emprise sur l'être qu'il veut posséder.

Si Françoise d'Eaubonne plaît par son talent de narratrice, son roman

vous laisse cependant sur votre faim, et bien que nous nous attachions à ce héros haut en couleurs, qui donne à cette œuvre sa valeur dramatique, au mot « Fin » un malaise subsiste. La raison : se passionnant beaucoup trop pour la petite histoire, voir pour « l'historiette », l'auteur passe à côté du sujet et réduit son ouvrage aux dimensions d'un bon roman policier.

Marcel Aizerlin

(1) Buchet-Chastel Edit. - 14,70 F.

HISTOIRES de Jacques Prévert

ON réédite Histoires, livre devenu introuvable. Augmenté de quelques pièces inédites, cet ouvrage connaîtra sans doute le même succès que lors de la parution.

Prévert est le seul poète qui a su trouver l'audience d'un vaste public. Avec ses chansons il est entré dans tous les foyers ; qui ne connaît Les Feuilles Mortes ou Barbara ? Il a su retrouver le sentiment populaire, et même la sentimentalité. A partir de là il assemble ses poèmes avec une truculence pleine d'invention.

Il mêle l'observation cocasse, l'anarchie, l'anti-militarisme, l'anticléricalisme, et hausse ainsi le primaire au niveau du bon sens. Son humour sarcastique est toujours une association de mots, un choc des contraires :

« Dreyfus à l'Île du Diable, Pétain à l'Île d'Yeu... »
ou : « le ver blanc porte bonheur

quand il est rempli de vin rouge. » Prévert tire l'insolite de la banalité et insuffle au langage de tous les jours un souffle de mélodie ou de tragédie antique :

« Un alcoolonnel d'infanterie tropicale
Frappé d'hémiplégie anale
S'écroule dans le tourniquet aux
tickets bloquant à lui seul l'en-
trée de toute une exposition
coloniale... »

Ses dernières paroles :
« Ils ne passeront pas. »
Prévert est-il un poète ou seulement un homme qui parle merveilleusement le langage de tous les jours ? La postérité en jugera. Pour nous, Prévert donne une forme de chanson populaire à tout ce que nous gardons en nous de pureté enfantine, d'agressivité et d'amour sans emploi.

O. Hahn

Du côté des revues de cinéma

PENDANT que La Méthode (n° 10) consacre un numéro spécial (et bien documenté) sur les rapports de la bande dessinée et du cinéma, Miroir du Cinéma (1^{er} trimestre 1963) offre à ses lecteurs des documents sur l'émission interdite Loulou-Barrère, Le Communisme, et une présentation du dernier film de Chris Marker, Joli Mai, avec des extraits du texte du film. Parenthèse : Joli Mai, que nous avons pu voir en projection privée, est un film excellent ; nous en reparlerons longuement, quand il sortira.

Positif marque son numéro 50 par un imposant numéro triple, qui réunit les thèmes, les auteurs, etc., favoris de la revue. Mentionnons tout particulièrement une interview de René Vautier, et des déclarations de Liziani, Nanni Loy, Marco Ferreri. Mais humour et fantastique ont leur place aussi.

Au sommaire du numéro d'avril de Cinéma 63, revue de la Fédération française des ciné-clubs, trois points importants : une présentation de « 8 1/2 », le dernier Fellini, un dossier sur le « cinéma-bis », fantastique, science-fiction, etc., une étude sur les films de montage de documents.

Une nouvelle revue de cinéma, enfin : Artsept, éditée par l'U.F.O.L.E.I.S. du Rhône, se présente sous la forme d'épais cahiers trimestriels soignés, chacun consacré à un sujet. Le numéro 1 parle de ce groupe du cinéma français qui comprend Marker, Resnais, Varda, Gatti, Colpi, Cayrol et Durand ; citons, parmi les rédacteurs : Bernard Pingaud, Roger Tailleur, J.-L. Bory, Philippe Sollers.

Le but de cette revue : prendre un certain recul par rapport à l'actualité immédiate, réfléchir sur les films. Ce but est souvent atteint.

M. R.

Jazz rendez-vous

IL y a une bonne dizaine d'années, au temps où les jazzmen français célèbres aujourd'hui faisaient leurs premières armes en public, le Kentucky-Club était un des endroits où se retrouvaient les musiciens sévissant au Quartier Latin. On pouvait y entendre au hasard des soirées, Gérard Badini, André Reweliotty, Claude Bolling, Claude Gousset, etc. Le Lorientais situé à deux pas avait fermé ses portes depuis peu, et les petits ensembles Nouvelle-Orléans pour la plupart donnaient libre cours à leur amour du jazz, de la Huchette au Kentucky en passant par les 3 Maillets, la Gargouille et le Riverside.

Le Kentucky, situé à l'angle des rues Vallette et Lanneau, Paris (5^e), était bondé comme aux heures d'affluence du métro, et toute une jeunesse maintenant casée et embourgeoisée choquait les braves gens et se faisait traiter d'« existentialiste », avec tout ce que ce terme devait sous-entendre de mœurs dissolues, d'oisiveté, de crasse et d'orgies. Or, il ne se passait pas de choses plus répréhensibles pour la « morale » qu'ailleurs ou qu'avant, mais il en a toujours été ainsi, et tout le monde connaît la sempiternelle phrase « De mon temps... »

Le Kentucky a survécu à cette époque,

mais l'enthousiasme et la jeunesse ont quelque peu abandonné l'établissement. Actuellement, l'orchestre de Pierre Sanchez (saxo-soprano) joue tous les soirs de 22 heures à 2 heures du matin.

Il est entouré d'un pianiste, batteur et trompettiste. A signaler Gérard Dersy à la trompette qui a bien assimilé le style de Buck Clayton.

La première consommation est à 8 francs, les suivantes à 3 francs.

J.-P. Bowman

AU-DELA DE LA GREVE

par **Daniel MAYER**

« **L**e gaullisme a une doctrine sociale, mais il ne l'applique pas ». Qui écrit cela ? M. René Capitant, député U.N.R.

« Les éléments dirigeants de l'économie se sont refusés jusqu'ici à « la mettre dans le coup » (la classe ouvrière), comme on dit familièrement ; de là ce sentiment de frustration et d'aliénation qui la pousse à une sorte de révolte latente et sourde que la grève fait brusquement apparaître au grand jour de façon parfois imprévisible ». Qui dit cela ? M. L. Vallon, député U.N.R., rapporteur général du budget.

« A l'heure où j'écris, il n'est pas exclu qu'il (le gouvernement) gagne la guerre d'usure. Mais il s'agit de savoir si c'était l'heure et le lieu de la tactique réaliste, et si cette victoire n'aurait pas quelque chose d'assez vilain... Le durcissement du pouvoir ne le rendra pas plus fort que ne fait au corps le durcissement des artères. D'autant plus qu'il pourrait se trouver, en cette comparaison, quelque vérité. » Qui écrit cela ? M. Maurice Clavel, journaliste U.N.R.

Ces trois citations sont extraites d'articles parus dans le dernier numéro de « Notre République », hebdomadaire U.N.R.

Ainsi, ce sont bien les inconditionnels eux-mêmes qui sont obligés d'avouer la carence, l'incurie et l'inhumanité — donc, la responsabilité de leurs amis politiques nantis de tous les pouvoirs.

De l'autre côté, que voyons-nous ?

Une solidarité affective totale, surgissant aux endroits les plus inattendus : le succès, sinon l'organisation, de la quête organisée au profit des grévistes à l'occasion de « Sciences-Fo Day » n'est pas, dans ce domaine, un signe les moins tangibles de l'évolution des milieux.

Je n'ai pas, dans un journal politique, à apprécier la ou les tactiques suivies par les dirigeants syndicaux. Cela ne m'empêche pas de penser qu'il n'eût pas été mauvais de faire passer la solidarité ouvrière du plan sentimental au plan combatif et qu'une bataille menée en commun vaut mieux que de nombreuses luttes dispersées.

Mais voici qu'il est fait état d'un document établi par un groupe d'ingénieurs des mines du Nord et du Pas-de-Calais. Il étudie l'avenir des charbonnages français. Je cite d'après « Le Figaro » :

« La loi actuelle ne nous permet même pas de nous occuper des charbons importés ! Si demain des usines d'agglomération ou des cokeries s'installent sur le littoral pour traiter des charbons importés, il est impensable que cette activité soit réservée à des entreprises privées et interdites aux charbonnages ! »

La participation aux centrales urbaines de chauffage collectif qui seront tôt ou tard appelées à remplacer le chauffage individuel dans les grandes cités étant également posée, ainsi que le développement de la carbochimie, c'est donc bien le problème de la nationalisation de toute l'énergie qui est à envisager, et dans l'immédiat.

A quoi bon la nationalisation des houillères si l'Etat-patron est en butte aux mêmes traquenards de l'économie, ou se fait le complice des mêmes intérêts privés, que les anciens propriétaires ? Si les travailleurs des mines connaissent la même frustration qu'autrefois, n'ont pas davantage le sentiment de la stabilité de l'emploi ?

S'il est sans doute inévitable que, dans les décennies à venir, une reconversion soit imposée par la nature même des charbons et par la transformation des sources énergétiques, la nationalisation totale trouve dans cette prédiction un argument supplémentaire en sa faveur.

... Mais le décret de réquisition — dont le refus d'application constitue une grande victoire ouvrière dont je m'étonne qu'on la passe par trop sous silence — marque la volonté du pouvoir de ne pas associer aux études nécessaires les organisations syndicales ouvrières. Sa non-exécution n'est pas seulement pour aujourd'hui un réflexe de fierté collective. Elle est aussi la garantie inexprimée que rien, demain, ne doit être envisagé dans ce domaine sans l'assentiment des intéressés.

On est loin de la « grève de prospérité » imaginée par Louis Vallon. On est plus près pour le régime du « Suez social » dénoncé par le club Jean Moulin. Encore faudrait-il lui imposer la sanction britannique, celle qui a été infligée à Anthony Eden à la suite de cette équipée.

C'est en cela aussi que le combat des « Gueules noires » est notre combat à tous.

D. M.

Tribune Socialiste fait profiter ses lecteurs amis des beaux livres
d'une affaire exceptionnelle

en leur offrant
pour
29,50^F
au lieu de
75^F

l'ouvrage désormais classique de Léon Moussinac
LE THÉÂTRE DES ORIGINES A NOS JOURS
*dans sa magnifique édition reliée toile, sous emboîtage,
illustrée de 438 documents en noir et 15 p. couleurs.*

On sait quelle autorité Moussinac représente en matière de Théâtre et de Cinéma. Son ouvrage, qui retrace l'évolution de l'Art Dramatique sous toutes ses formes (drame, comédie, ballet, opéra) et dans tous les pays, est un livre de fond pour toutes les bibliothèques, tant par la solidité de l'information, que par la prodigieuse richesse de l'illustration.

permet d'offrir un petit nombre d'exemplaires neufs, au prix dérisoire de 29,50 F (plus 3,70 F pour envoi recommandé) de cet ouvrage, naguère vendu 75 F en librairie. Nous serons heureux d'en faire profiter, avec faculté de retour, les premiers lecteurs qui répondront à cette annonce en envoyant le bon ci-dessous à notre Service Littéraire Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle Paris-7^e.



Une chance exceptionnelle nous
BON à adresser à LA LIBRAIRIE PILOTE,
30, rue de Grenelle - Paris-7:

Veillez m'adresser, recommandé, LE THÉÂTRE de Léon Moussinac que je règle ci-joint 33,20 F (29,50 + port 3,70 F) en un mandat chèque chèque postal (inclus) au compte Librairie Pilote CCP Paris n° 13905.31.
Il est bien entendu que je garde la faculté de retourner l'ouvrage dans les 48 heures, et qu'en ce cas je serai immédiatement remboursé.

Nom

Profession

Adresse